

(Belgique, Danemark, France, Norvège, Royaume-Uni et Suède)

« FODIB »

E-
mail :fodib14@yahoo.fr

À S.E. Yoweri KAGUTA MUSEVENI

Président de l' OUGANDA

Médiateur dans la crise burundaise

À KAMPALA

Avec les assurances de notre plus haute considération

Excellence Monsieur le Président,

Nous, représentants des organisations des burundais de la diaspora regroupées au sein du FORUM DES DIASPORAS BURUNDAISEES, FODIB en sigle.

Permettez-nous de nous adresser à vous en tant que l'un des parrains des Accords de Paix et de Réconciliation signés à ARUSHA le 28 août 2000.

Selon lesdits accords, aucun président de la République du Burundi n'a le droit d'exercer plus de deux mandats à la suite, comme vous le savez vous-même.

Or, le président Pierre NKURUNZIZA a choisi de fouler au pied ces précieux Accords, ce qui a déclenché la grave crise actuelle qui sévit au pays depuis le 26 avril 2015, dans l'indifférence quasi générale de la communauté régionale, africaine et internationale, et qui ne s'arrêtera que lorsque le président NKURUNZIZA aura retiré sa candidature aux présidentielles de 2015.

Ainsi le président NKURUNZIZA est comptable d'environ une centaine de morts assassinés par ses agents de la police , de la sécurité publique et des milices Imbonerakure , de plusieurs centaines de blessés ou de prisonniers, de plus de 150.000 réfugiés, toutes ces victimes ont en commun d'avoir refusé l'inacceptable, donc le 3ème mandat anticonstitutionnel du président NKURUNZIZA.

Si vous voulez sincèrement aider notre pays à recouvrer la paix, la concorde nationale et la démocratie, nous vous prions de rappeler au président NKURUNZIZA qu'il est totalement

comptable de toutes les victimes de son autisme politique, et qu'il en répondra devant les instances de justice nationales, régionales voire internationales habilitées.

Pour nous qui sommes pour la légalité constitutionnelle, comme la plupart de burundais et même de la communauté internationale, voici, et pour mémoire, les conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres, transparentes, justes, équitables, inclusives et démocratiques dont le président NKURUNZIZA ne veut pas entendre parler !

- 1.** Engagement d'un dialogue franc et inclusif entre tous les protagonistes politiques et de la Société Civile pour discuter de la situation précaire qui prévaut actuellement et les mécanismes d'y remédier
- 2.** Exiger au Président NKURUNZIZA de renoncer inconditionnellement au troisième mandat
- 3.** Le désarmement et le démantèlement de toutes les milices, y compris la ligue de jeunes IMBONERAKURE, du CNDD-FDD au pouvoir depuis 2005 ;
- 4.** La remise en état et le fonctionnement normal et démocratique des médias privés détruits en mai dernier par le pouvoir tyrannique du président NKURUNZIZA ;
- 5.** Remettre les partis politiques à leurs leaders légitimes et annuler les congrès illégaux qui ont abouti à des confiscations de leadership ;
- 6.** Remettre à l'honneur les libertés politiques, de réunion et d'association ainsi que la liberté de la presse.
- 7.** La libération inconditionnelle de toutes les personnes arrêtées en rapport avec les manifestations des membres de la société civile engagés dans la campagne « Halte au le 3ème mandat » de Pierre NKURUNZIZA ainsi que les membres de l'opposition regroupés au sein du « mouvement Arusha »;
- 8.** L'annulation de tous les mandats d'arrêt à l'encontre des leaders de la société civile et de ceux de certains partis politiques et de la décision du Procureur de la République créant une commission d'enquête sur les responsables présumés à l'origine des manifestations contre le 3ème mandat anticonstitutionnel ;
- 9.** L'organisation du retour des leaders politiques exilés suite à des procès iniques et des menaces de mort et le retour de tous les réfugiés consécutifs à la crise actuelle déclenchée par la décision illégale du président NKURUNZIZA de violer la constitution et les Accords de Paix et de Réconciliation d'Arusha ;
- 10.** L'annulation des résultats issus de la mascarade électorale du 29 juin 2015 (législatifs et communaux) ainsi que la mise sur pied d'une nouvelle CENI qui soit consensuelle entre toutes les parties prenantes au processus électoral pour conduire des élections justes, libres, inclusives, apaisées et démocratiques avec des observateurs nationaux et internationaux ;
- 11.** La nomination de nouveaux membres de la cour constitutionnelle qui soient indépendants par rapport au pouvoir exécutif ;
- 12.** L'organisation de la campagne électorale dans des conditions strictement égalitaires

sous la supervision de la nouvelle CENI ;

13. La garantie du déploiement, au moins avant le début des vrais scrutins, des observateurs aussi bien autochtones qu'internationaux ;
14. L'instauration d'une commission indépendante chargée d'étudier et de dénombrer tous les crimes commis pendant les manifestations anti 3ème mandat de NKURUNZIZA ;
15. L'organisation, par les médias publics et privés conjointement, de débats électoraux contradictoires de nature à dégager les vrais enjeux en vue de consolider la démocratie au Burundi.

Excellence Monsieur le Président,

Nous savons que votre tâche est immense, mais nous osons croire que vous mettrez les intérêts du peuple burundais qui est fatigué de la guerre déclenchée délibérément par un homme, visiblement insensible aux larmes et au sang de ses compatriotes depuis qu'il a choisi de tenter de se maintenir au pouvoir contre la volonté du peuple.

Nous n'entendons pas le laisser faire car notre lutte pacifique est légitime, selon ce préambule à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme signée en 1948 qui stipule :

« Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression... »

Veillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la Représentant Ougandaise et Médiateur dans la crise Burundaise, les Assurances de notre haute considération.

Transmis Copie pour Informations

- Présidents des pays de l'E.A.C (Tous)
- Présidents des pays de l' U.A (Tous)
- Secrétaire Général Des Nations-Unies
- Monsieur le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Monsieur le Représentant de l'Union Africaine

- Madame la Haute Représentante de L'Union Européenne pour les Affaires Étrangères et la Sécurité.
- Anciens chefs d'État burundais (tous)

- Président(e)s des formations politiques (tous)
- Leaders de la Société civile burundaise (tous)
- Représentants des confessions religieuses (tous)

Pour le FODIB

Oscar Butare, Président

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Butare', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.